

# « Pollution, nucléaire : sortons du débat d'experts »

**Trublion.** A l'Ecole des mines, la sociologue Sophie Bretesché anime une nouvelle chaire sur les risques émergents.

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDREY EMERY

**Le Point: Comment une sociologue se retrouve-t-elle à la tête d'une chaire scientifique ?**

**Sophie Bretesché:** Cela fait écho à dix années de recherches communes entre le département de sciences sociales et de gestion, auquel j'appartiens, et d'autres laboratoires de physique et chimie, comme le Subatech, avec lequel nous travaillons sur le nucléaire. Ces projets hybrides, encore très rares en France, ont intéressé la région, qui nous a proposé de répliquer cette méthode autour de trois thématiques: l'énergie, l'environnement et le numérique. Cette chaire s'inscrit dans une réflexion sur la « société du risque »: le développement exacerbé de la technologie provoque des formes de défiance (sur les ondes, les OGM, les nanotechnologies...). Or on prend souvent l'angle scientifique pour interroger ces sujets, alors qu'il s'agit de problèmes sociétaux. Sur les déchets à vie longue, par exemple, comment se projeter aussi loin dans le temps? Que transmet-on?

**Vous avez par exemple travaillé sur les mines d'uranium.**

**Qu'apporte le sociologue sur ce sujet ?**

La question de la mémoire est fondamentale, y compris pour le scientifique qui doit proposer des actions



Sophie Bretesché, enseignante-chercheuse en sciences sociales et gestion à l'Ecole des mines.

concrètes. Nous avons cartographié l'état de la controverse des 210 sites miniers français. Ceux où elle est la plus forte sont ceux qui ont été réaménagés trop vite. C'est pourquoi nous emmenons nos élèves-ingénieurs sur place, pour conduire des entretiens avec les riverains, comme récemment à Gorges, près de Clisson, ce qui a donné lieu à un film, « Sur les traces de l'uranium ».

**Qu'est-ce que cette nouvelle chaire va apporter de plus ?**

L'idée n'est pas de lancer de nouvelles recherches, mais de capitaliser sur ce qui se fait en créant un espace tiers avec les différentes parties prenantes. Il faut sortir du débat d'experts et créer les conditions d'un nouveau débat entre scientifiques, industriels, pouvoirs publics et citoyens. Notre totem, c'est la circulation des savoirs, au sens où l'entend Michel Serres. Une fois par an, nous allons donc lancer les Journées du risque, qui donneront lieu à une *newsletter* et à un ouvrage grand public. Les premières auront lieu du 16 au 18 novembre à la Cité des congrès de Nantes sur le nucléaire, sous trois

angles: les méthodes d'enquête qui suscitent beaucoup de controverses; l'organisation de la sous-traitance avec la perspective du démantèlement des centrales; la question de la vie dans les territoires contaminés, de Tchernobyl à Fukushima. Seront associés la chaire Resoh sur la sûreté, des associations comme la Criirad et des industriels comme Areva, DCNS et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Car il est essentiel de s'appuyer sur des données empiriques. Le débat peut être engagé, conflictuel, mais il ne doit pas être idéologique.

**Quels seront les angles d'attaque sur l'environnement et le numérique ?**

L'environnement sera le thème des Journées de 2017. Nous nous intéresserons aux pollutions diffuses des sols, de l'air et de l'eau, en particulier à de faibles doses, et à l'effet cocktail des contaminants. En 2018, les Journées du risque seront consacrées au numérique (télémédecine, robotique...). En tant que sociologue, la fameuse « société du numérique » m'interroge, cela me paraît un peu creux. Mais le programme reste à définir. J'ajoute que deux soirées du risque sont aussi prévues au cours des trois prochaines années. La première aura lieu le 13 septembre, sur le changement, avec un laboratoire d'idées nantais, l'Institut Kervégan.

**Votre ambition, c'est finalement d'apaiser le débat, d'être un peu le juge de paix ?**

Je ne suis pas sûre que ce soit notre rôle en tant qu'enseignants-chercheurs. Ce que nous voulons, c'est déplacer les questionnements. On n'en finira jamais d'être pour ou contre telle technologie. Ce que nous proposons, c'est d'aborder ces controverses sous un angle différent, pour arrêter de tourner en rond ■

## RiTe

C'est l'acronyme de la nouvelle chaire de l'Ecole des mines, créée en mars, pour « Risques émergents et technologies: de la gestion technologique à la régulation sociale ». Lancée en mars par la région des Pays de la Loire, elle bénéficie d'un budget de 379 000 euros sur trois ans.